

Le Figaro, no. 23775

Le Figaro Économie, jeudi 28 janvier 2021 646 mots, p. 20

Économie

Mathieu Plane et Emmanuel Jessua : « La courbe ne s'inversera pas cette année »

Plummer, William

Mathieu Plane est spécialiste des questions sociales à l'OFCE et Emmanuel Jessua dirige les études de l'institut Rexecode. Les deux économistes, respectivement keynésien et libéral, analysent la situation de l'emploi en 2021.

***LE FIGARO. - À quoi doit-on s'attendre sur le front de l'emploi en 2021?***

***Mathieu PLANE.*** - Pour le moment, les conséquences de la crise sur le marché du travail sont assez limitées car le chômage partiel a joué son rôle d'amortisseur. Sans ce dispositif, on estime que 2,5 millions d'emplois auraient été détruits en 2020 alors qu'en réalité ce chiffre devrait atteindre les 790 000. Pour 2021, avec les effets conjoints de la reprise d'activité due à la levée de l'activité partielle mais aussi de quelque 180 000 suppressions d'emploi en raison de faillites, on estime que le niveau d'emploi devrait se stabiliser. D'après nos prévisions, on restera à la fin 2021 à environ 800 000 emplois détruits par rapport à la situation pré-Covid.

***Emmanuel JESSUA.*** - Il ne faut sans doute pas s'attendre à une amélioration. Au regard de la situation sanitaire et du durcissement des contraintes de distanciation, on peut au contraire s'attendre à ce que la situation se dégrade encore au cours de l'année. On devrait ainsi enregistrer des destructions d'emplois supplémentaires au premier semestre, en particulier dans les secteurs les plus touchés. On peut ensuite espérer une légère récupération si les contraintes sanitaires se détendent au deuxième semestre. Mais celle-ci sera lente, dans un contexte où les marges des entreprises ont chuté.

***Peut-on imaginer une inversion de la courbe du chômage cette année ?***

***M. P.*** - Ce n'est pas notre prévision... On table sur un taux de chômage de 9,5 % à la fin 2020 et de 10,6 % pour fin 2021. Du fait de la situation sanitaire et des confinements, on estime que 400 000 personnes ont disparu des statistiques du chômage car elles n'étaient plus disponibles ou dans une démarche active de recherche d'emploi. La normalisation petit à petit de la situation et leur retour vont mécaniquement faire gonfler les chiffres du chômage.

***E. J.*** - Cela reste pour l'instant un scénario optimiste. Il faudrait pour cela que le plan de vaccinations soit suffisamment rapide et efficace pour lever drastiquement les contraintes sur l'activité économique. Même sous cette hypothèse, les pertes d'exploitation subies pendant la crise sanitaire inciteront les entreprises à restaurer leurs marges par des efforts accrus de productivité, ce qui ralentira la reprise de l'emploi. Le point de bascule de la courbe du chômage ne devrait pas intervenir avant la fin de l'année voire le début de l'année prochaine.

***Faut-il continuer à soutenir financièrement l'emploi avec le chômage partiel ?***

**M. P.**- On n'a pas vraiment le choix. Ne pas soutenir l'économie aurait un coût économique et social plus important que le coût budgétaire de l'ensemble des aides actuelles. L'État joue le rôle d'assureur en prenant à sa charge une grande partie des pertes avec l'idée de préserver le tissu productif pour redémarrer plus vite. Notre politique d'urgence n'est d'ailleurs pas plus coûteuse que celles de nos voisins. Mais lorsque la situation va se normaliser, l'exécutif sera confronté à la question de savoir si l'État peut sauver tout le monde ou seulement les entreprises les plus rentables. Les dégâts économiques et sociaux vont en dépendre et c'est tout l'enjeu de la sortie de crise.

**E. J.** - Financièrement, l'État a déjà fait beaucoup de choses. Il a en particulier sauvé l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages avec le dispositif d'activité partielle. Mais ce dernier pourrait progressivement produire des effets pervers. Avec le temps, maintenir des personnes en emploi dans des secteurs qui ne peuvent plus produire contribue à geler le marché du travail et risque d'accentuer les difficultés de recrutement pour des secteurs proches de la pleine activité.